

INITIATIVE UDC: François Fillon juge naturel le choix suisse

L'ancien Premier ministre français François Fillon a jugé hier «parfaitement naturel» que la Suisse veuille réduire le nombre d'étrangers sur son territoire (*lire aussi page 8*), qui doit être modulé en fonction de la capacité à les intégrer. Selon lui, ce modèle devrait être repris par l'UE ou la France. Interrogé par *BFMTV* et *RMC* sur la votation de dimanche sur l'initiative «contre l'immigration de masse», le député UMP a appelé à distinguer le sort des milliers de frontaliers des immigrés. «Il serait totalement incompréhensible que la Suisse mette une barrière à l'accès de ces frontaliers, dans la mesure où elle vit dans un ensemble économique qui a ses propres règles». «En revanche, qu'elle veuille réduire globalement le nombre d'étrangers sur son territoire, c'est une revendication parfaitement naturelle», a dit M. Fillon. L'argument est «non pas la défense de l'emploi», mais «l'intégration», a-t-il poursuivi. «Je propose depuis des mois que la France ou l'Europe – les deux peuvent être possibles – adoptent le même système», a dit M. Fillon. – (ats)

L'impact économique des JO de Sotchi

Les investisseurs évitent les marchés russes à court et à long termes. Peu de probabilité qu'il y ait une superperformance dans le secteur malgré l'important événement.

ANDREAS HÖFERT*

«Quels sont les impacts économiques pour le pays hôte. Et est-ce que son 'marché' en profitera?»: telles sont les questions récurrentes posées aux économistes au début de chaque événement sportif planétaire (Jeux olympiques ou Coupe du monde de football). Au risque de décevoir une fois de plus ceux qui croient encore que les économistes ont la science infuse, la seule réponse honnête que ces derniers peuvent donner est: «Cela dépend.»

En ce qui concerne l'économie, certains pays et villes hôtes ont pu effectivement voir un petit boom transitoire sur leur produit inté-

rieur brut grâce aux énormes investissements en équipement effectués pour l'organisation de l'événement sportif. Mais, dans beaucoup de cas, les équipements construits sont ensuite laissés à l'abandon. Les partisans des JO (sous leur aspect purement économique) citent souvent ceux de Los Angeles de 1984 qui dégagèrent au final un profit de 250 millions de dollars. Les adversaires rappellent les désastreux JO de Montréal en 1976. Les habitants de cette ville ont mis près de trente ans à régler l'ardoise estimée à environ 2 milliards de dollars canadiens.

Si l'on s'en tient seulement aux JO du XXI^e siècle, il convient de rappeler que les JO d'Athènes ont ajouté près de 12 milliards d'euros à la fameuse dette grecque. En revanche, les JO les plus chers de l'histoire (jusqu'à ceux de Sotchi), ceux de Beijing en 2008, avec des coûts évalués à près de 43 milliards de dollars, ont apparemment été bénéficiaires et tous les équipements construits sont en-

core utilisés six ans après l'événement.

Il est permis de douter que ce sera le cas des JO de Sotchi. Si le chiffre des coûts et investissements qui a fait le tour des médias (près de 50 milliards de dollars) s'avère exact, alors non seulement ils battront le record précédent des JO les plus chers de l'histoire mais, en plus, ils le feront carrément exploser en terme de «coûts par médaille d'or».

En effet, malgré l'introduction de douze nouvelles disciplines, les coûts par médaille d'or seront d'environ 510 millions de dollars. A comparer avec les 162 millions pour Vancouver (86 disciplines) et les 132 millions pour Beijing (302 disciplines). Les JO de Londres, avec des coûts par médaille d'or de «seulement» 30 millions de dollars peuvent être considérés comme du «hard discount» dans ce classement.

Quant à l'effet sur les marchés, une surperformance relative des Bourses peut être soupçonnée pour les pays hôtes des JO d'été. Il n'y a cependant pas assez d'observations pour en livrer une preuve statistique. En revanche, pour les pays hôtes de JO d'hiver, une telle surperformance n'a qua-

siment jamais été observée. De plus, la Russie a été au cœur des turbulences que l'on observe depuis le début de l'année sur les marchés émergents. Le rouble a perdu presque 6% face au dollar et le marché action y est déjà de 5% à la baisse.

La Russie n'est pourtant de loin pas autant démunie que certains autres pays vis-à-vis d'une éventuelle crise.

En effet, elle peut s'enorgueillir d'une balance des paiements courants positive de près de 2% de son produit intérieur brut (PIB), d'une dette externe qui ne correspond qu'à 14% du PIB, d'un budget d'Etat à peu près à l'équilibre ainsi que de réserves de change d'environ 500 milliards de dollars (sans inclure les réserves du fond pour stabiliser le prix du pétrole qui recèle près de 180 milliards de dollars).

Malgré ces chiffres très solides, les investisseurs ne boudent pas seulement le marché russe à court terme, mais aussi à long terme. En effet, la Russie est le marché action le moins cher au sein des marchés émergents et s'échange actuellement avec des cours à seulement cinq fois les bénéfices estimés pour 2014. Quant aux

obligations d'Etat russes, ils se négocient à près de 250 points au-dessus des bons du trésor US. En comparaison, les obligations d'Etat du Mexique, dont les chiffres macroéconomiques ne sont de loin pas aussi bons que ceux de la Russie, se négocient à seulement 220 points au-dessus des bons du trésor américain.

Pourquoi les investisseurs boudent-ils à ce point la Russie? La réponse se trouve sans doute dans ces 50 milliards de dollars de coûts estimés pour les JO de Sotchi qui sont 300% plus élevés que ce qui avait été budgété. Certes, la Russie a les moyens de se permettre ce genre de dépenses. Mais le fait qu'il y ait aussi peu de transparence par rapport à ce chiffre est emblématique d'un pays qui ne se classe que 127^e sur 175 en termes de la perception de corruption selon Transparency International.

Tant qu'il n'y aura pas une amélioration sur ce classement, le nombre de médailles, aussi élevé puisse-t-il être, ne changera pas la sous-performance du marché russe à long terme.

* Chef économiste,
UBS Wealth Management

L'avenir plutôt pessimiste des entreprises suisses

L'acceptation de l'initiative UDC dimanche va complexifier le climat économique. Promouvoir l'entrepreneuriat innovant est nécessaire.

Jeudi dernier à Lift, je demandais au fondateur de Housetriip, Arnaud Bertrand, pourquoi il avait quitté Lausanne pour Londres. La réponse tint en deux mots: «Les développeurs». Il y en a à Londres. Il n'y en a pas en Suisse. Il soupira: «Je préférerais mille fois revenir en Suisse. Mais c'est impossible». C'était impossible jeudi. Aujourd'hui, c'est plus qu'impossible.

Dimanche, nos PME innovantes ont pris un énorme coup sur la tête. Si nous voulons que la Suisse devienne une «start-up nation», la première chose à faire, c'est de former et d'attirer les meilleurs cerveaux, ingénieurs, informaticiens, biologistes, développeurs. Après le vote de dimanche, c'est devenu mission impossible. Sans parler des milliards que nous recevons de Bruxelles... et que nous risquons de perdre. Nos start-up quittent la Suisse? Nous venons de les encourager à partir encore plus vite.

Mais voilà. Le peuple est souverain. Ne soyons fatalistes. Battons-nous pour que celles qui partent restent un peu suisses. Car c'est possible. Si une start-up se développe à l'international, cela ne veut pas dire que nous la perdons. Les Israéliens l'ont bien compris. Les Suisses un peu moins. Cela peut changer. Je vois quatre priorités:

1) Proposer un modèle de développement international aux «start-up voyageuses». Un guichet en Suisse, pour leur donner des informations: où aller? Comment rester suisse? Comment se développer à l'étranger tout en demeurant helvétique? Avec des conseils d'avocats, de fiscalistes. Notre réseau de consultatif scientifique Swissnex aurait un rôle crucial à jouer dans ce domaine. A condition de créer un bureau Swissnex à... Berne.

2) Créer un label pour les start-up à la recherche de débouchés internationaux. Bonne opportunité: le Swiss innovation park est en phase d'élaboration, précisément destiné à attirer des multinationales près de nos start-up.

3) Vendre nos entreprises à l'étranger. Nos conseillers fédéraux en voyage doivent emmener de jeunes entrepreneurs. Ne plus se contenter des représentants habituels d'Économiesuisse. Mais aller chercher des patrons de start-up à la recherche de clients à Shanghai, Rio ou Berlin.

4) Exposer nos entreprises à l'étranger. Présence Suisse y travaille un peu. Pas assez. La meilleure manière de vendre une Suisse innovante aujourd'hui serait de montrer, présenter, et vendre nos entrepreneurs innovants. La «Swiss house» doit embarquer des start-up, pas du chocolat.

En résumé: identifiez les entreprises emblématiques de l'innovation suisse. Aidons-les à quitter la Suisse, conquérir des marchés. Sans mettre un franc de plus qu'aujourd'hui. Exposons-les. Vendons-les. Elles seront d'autant plus heureuses, et fières, de garder une filiale, leur siège, ou leurs activités opérationnelles en Suisse. Nos start-up doivent devenir mondiales. Mais rester suisses. Ainsi, nous n'aurons pas tout perdu.

Peut-être cela permettra-t-il, en plus, d'attirer des développeurs en Suisse. Mais il faudra alors leur proposer des statuts spéciaux, des visas spéciaux, des contingents spéciaux...

FATHI DERDER
Conseiller national
Président du Réseau



LES START-UP DOIVENT DEVENIR INTERNATIONALES TOUT EN DEMEURANT SUISSES. C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE IL EST IMPÉRATIF DE LES METTRE EN AVANT LORS DE VOYAGES POUR LEUR PERMETTRE D'ACQUÉRIR DES MARCHÉS.

L'abus de démocratie en matière de fiscalité

Les partis politiques prennent les initiatives populaires en otage pour mener à bien leurs programmes électoraux. En mettant en péril la stabilité de l'économie.

MARCO TADDEI*

Les partis politiques abusent-ils de la démocratie directe? Une question qui n'a rien de saugrenu en matière fiscale: après le rejet en novembre dernier de l'initiative populaire de l'UDC pour les familles, cinq nouvelles initiatives – émanant du PDC, du Parti socialiste (PS) du Parti Évangélique suisse (PEV) et des Vert'libéraux – seront prochainement soumises à votation. Tour d'horizon critique de cette quête de légitimité populaire.

Cinq initiatives populaires et cinq domaines de politique fiscale distincts. Dans son combat contre les «injustices fiscales», le PS réclame la suppression de l'imposition d'après la dépense. Afin de mieux redistribuer les richesses, le PEV demande l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions et les donations. Parti de la famille, le PDC revendique à la fois l'égalité de traitement entre couples mariés et concubins ainsi que l'exonération des allocations pour enfants et de formation professionnelle. Rêvant d'une fiscalité écologique, les Vert'libéraux préconisent de supprimer la TVA et de la remplacer par une taxe sur l'énergie. En dépit de leurs finalités diffé-

rentes, ces textes présentent plusieurs traits communs. La date de leur lancement tout d'abord, qui se situe entre avril et août 2011. Une simultanéité qui ne doit rien au hasard puisqu'elle intervient quelques mois avant les élections fédérales de novembre 2011... Vous avez dit instrumentalisation de la démocratie directe à des fins électoralistes?

Le caractère extrême de ces propositions saute également aux yeux. Suppression de la TVA, abolition des forfaits fiscaux, fiscalisation des successions sur le plan fédéral, exonération des allocations pour enfants: un grand chambardement fiscal aux lourdes conséquences économiques. Combien de forfaitaires quitteront la Suisse attirés par des cieux fiscaux plus cléments? Et combien de PME familiales cesseront leurs activités, accablées par une fiscalité successorale confiscatoire?

Une chose est sûre: même en faisant abstraction des aléas liés à la suppression de la TVA, l'acceptation de ces cinq initiatives conduira à des pertes fiscales massives. D'après les estimations du Conseil fédéral, elles se monteraient à quelque 4 milliards de francs (700 millions en raison de la suppression des forfaits et jusqu'à 3,3 milliards de francs en cas d'acceptation des deux initiatives PDC). Comment, dans ce contexte, trouver les ressources permettant de financer la très prioritaire troisième réforme de l'imposition des entreprises? Autre dénominateur commun: la plupart de ces initiatives constituent une attaque contre le fédéralisme fiscal. Elles font fi de plu-

sieurs votations cantonales, où le souverain s'est exprimé en faveur du maintien de l'imposition d'après la dépense et pour la suppression de la fiscalité successorale des descendants en ligne directe. Les initiants affichent le même mépris à l'égard de la politique fiscale menée par les autorités fédérales. En septembre 2012, le Parlement a voté une nouvelle loi fédérale sur l'imposition d'après la dépense qui, dès 2016, va restreindre le recours à cette forme d'imposition; dans le cadre de sa Stratégie énergétique 2050, le Conseil fédéral envisage d'introduire, à partir de 2020, un système d'incitation fiscale, qui sera sans conséquence pour la TVA. Bientôt soumises à votation, ces cinq initiatives attestent de la vitalité de notre démocratie directe. C'est réjouissant pour le peuple, qui aura le dernier mot. C'est plus inquiétant pour l'économie et pour nos institutions. Car ces textes procèdent d'une logique jusqu'au-boutiste lourde de conséquences: pertes fiscales, fermetures d'entreprises, entorse au fédéralisme et – ô paradoxe – mépris de la volonté populaire. Trop de démocratie peut tuer le modèle suisse à succès.

* Usam

CES TEXTES PROCÈDENT D'UNE LOGIQUE JUSQU'AU-BOUTISTE LOURDE DE CONSÉQUENCES. DONT LE MÉPRIS DE LA VOLONTÉ POPULAIRE.